



“Les territoires transfrontaliers :
l'Europe au quotidien”



Mission
Opérationnelle
Transfrontalière

RENCONTRES EUROPÉENNES
8/9 NOV. 2007

Synthèse des ateliers et des recommandations



Résumé des 12 ateliers

❖ Le processus de préparation des ateliers

Chacun des 12 ateliers du colloque a été préparé par un groupe de travail, qui s'est réuni en moyenne trois fois. Leur rôle a été de recenser des expériences significatives développées dans les territoires transfrontaliers en Europe, et de rédiger un projet de contribution, qui a été « validé » lors de l'atelier. Ce processus a initié un travail en réseau européen sur les différentes thématiques, qui a vocation à se poursuivre au delà de la conférence.

Ces groupes ont reflété tout à la fois la diversité des frontières européennes et des acteurs de la coopération transfrontalière : en 1^{er} lieu les collectivités territoriales, mais aussi les administrations régionales, nationales et européennes, les acteurs privés et de la société civile, les experts universitaires, ...

Il s'est agi de faire ressortir les enjeux mais aussi les difficultés de la coopération et de faire émerger des recommandations pour la coopération transfrontalière. Les contributions des ateliers constitueront un livre blanc qui sera adressé aux gouvernements nationaux et aux instances communautaires. C'est la synthèse de ces travaux qui vous est maintenant présentée et que nous vous proposons de discuter lors de la 2^e table ronde.

❖ Résultats majeurs des 12 ateliers

Tout d'abord **4 ateliers « territoriaux »** ont porté sur la notion de **territoires transfrontaliers**, et sur les agglomérations, espaces naturels et ruraux, et territoires maritimes transfrontaliers.

Il ressort de ces travaux que ces territoires ont en commun d'être des bassins de vie, de développement et d'emploi, caractérisés tout à la fois par la discordance des systèmes nationaux séparés par la frontière, source de difficultés, et par un fort potentiel de création de richesse économique, sociale et culturelle, pour leurs habitants et leurs entreprises, comme pour l'Europe dans son ensemble.

Les **agglomérations**, voire sur certaines frontières les métropoles transfrontalières, en mettant en commun leurs différentes composantes nationales, sont emblématiques de la ville européenne du XXI^{ème} siècle, forte, diverse et innovante.

Sur une grande partie du linéaire de frontières européennes, les **espaces naturels et ruraux** constituent des « maillons » de la construction européenne, au même titre que les espaces urbains.

Pour les **territoires séparés par la mer**, celle-ci a toujours constitué un lien autant qu'une barrière, et l'enjeu est désormais d'assurer entre eux une continuité territoriale européenne qui dépasse la seule perspective nationale.

Pour répondre aux besoins des habitants des territoires transfrontaliers, intégrer les frontières internes et pacifier les frontières qui demeurent les plus sensibles, il faut mettre en œuvre une **gouvernance politique des territoires transfrontaliers**

- fondée sur des autorités locales transfrontalières portant un projet pour leur territoire
- associant les niveaux institutionnels supérieurs, selon leurs compétences, au pilotage du projet
- s'appuyant sur des outils techniques (observation, planification, ingénierie territoriale)
- et dialoguant démocratiquement avec les habitants, la société civile et les acteurs économiques.

Les **politiques et les projets « sectoriels »** contribuent également à l'intégration des territoires transfrontaliers et par là à **l'intégration du territoire européen** et à son développement durable, comme l'ont montré **les ateliers « thématiques »**.

L'engagement des entreprises dans le développement économique transfrontalier (par exemple au sein de clusters transfrontaliers) et la mobilité des travailleurs au sein de bassins d'emploi transfrontaliers, favorisent la maîtrise de la diversité (linguistique, culturelle). Ils sont facteurs d'ouverture non seulement à l'échelle locale transfrontalière, mais aussi à l'échelle européenne, voire globale ; ainsi les territoires transfrontaliers sont au cœur des enjeux d'innovation et de compétitivité de Lisbonne (**ateliers développement économique et emploi**). L'engagement des habitants dans un tel projet nécessite toutefois d'assurer la cohésion sociale et territoriale, par exemple en construisant des communautés de santé transfrontalières (**atelier santé**).

Le développement durable des territoires transfrontaliers, au cœur des objectifs de Göteborg, nécessite la valorisation commune de l'environnement (qu'il soit urbain ou naturel) (**atelier environnement**), et la reconnaissance européenne des transports collectifs urbains transfrontaliers, via l'autorisation du cabotage transfrontalier (modification du règlement 12/98) (**atelier transports collectifs**).

Enfin la frontière, en mettant en contact des populations de 2 ou 3 Etats partageant une communauté de langue ou de culture, ou au contraire, en mettant en présence des populations de langues et de cultures différentes, fait du territoire transfrontalier un lieu d'apprentissage d'une citoyenneté européenne promouvant l'Unité dans la diversité (**atelier culture**).

Pour **aider au développement de ces territoires transfrontaliers**, il faut les prendre en compte:

- dans les outils d'observation et de connaissance¹
- dans les stratégies d'aménagement (euro-)régionales, nationales et européennes ²
- dans les programmes de financement³
- dans les législations nationales et communautaires⁴,

(**atelier juridique**)

et capitaliser et transférer les bonnes pratiques (**atelier recherche et formation aux pratiques de la coopération transfrontalière**).

Les **territoires transfrontaliers** seront alors un **laboratoire de la convergence** des politiques et des législations nationales et communautaires.

¹ ESPON, audit urbain,...

² Suivi stratégique de la politique de cohésion 2007/2013, projet de Livre Vert sur la cohésion territoriale (échéance printemps 2008), programme d'actions de l'Agenda Territorial qui doit être approuvé sous présidence portugaise (Açores, novembre 2007)
(par exemple : encourager la constitution de métropoles transfrontalières)

³ Par exemple, les programmes de cohésion 2007/2013 doivent être mobilisés : les programmes Objectif 1 et 2 doivent financer des investissements coordonnés en transfrontalier; les programmes de l'objectif 3 doivent financer les surcoûts techniques ou organisationnels liés à la dimension transfrontalière, génératrice de plus value à long terme.

⁴ En...

- Organisant leur coordination frontière par frontière et en les adaptant le cas échéant, tout en associant les autorités locales et régionales
- Permettant aux collectivités qui le souhaitent de participer à des structures intercommunales transfrontalières, en particulier au GECT, ce qui nécessite de rendre compatible les droits internes des 27 Etats membres, de faciliter l'accès des pays tiers au GECT et de garantir la ratification de la Convention-cadre de Madrid et de son protocole additionnel

Lecture transversale – les besoins et objectifs identifiés

❖ « Organiser et développer les territoires transfrontaliers »

- Développer des modèles de gouvernance pour les territoires transfrontaliers
- Développer l'assistance technique à la structuration de la coopération,
- Soutenir la mise en œuvre des projets transfrontaliers (montage, réalisation, suivi, évaluation)

❖ « Prise en compte des spécificités des territoires transfrontaliers »

- Assurer la prise en compte des besoins spécifiques transfrontaliers dans les politiques régionales, nationales et européennes.
- Coordonner les politiques nationales dans les secteurs où leurs différences engendrent des difficultés dans les territoires transfrontaliers ; à défaut : assurer le financement des surcoûts liés aux besoins d'adaptation des normes, des techniques et cadres différents dans les territoires transfrontaliers.
- Ouverture des dispositifs pour les pays tiers avoisinants l'U.E.

❖ « Capitalisation »

- Soutenir les échanges sur les bonnes pratiques, promouvoir la connaissance et l'information sur les territoires transfrontaliers
- Mémoriser l'expérience acquise et former en et sur le transfrontalier.

Dans chacun de ces domaines, l'EUROMOT et ses alliés stratégiques sont en mesure d'apporter un appui répondant aux besoins exprimés par les territoires transfrontaliers :

Besoins et objectifs identifiés	L'appui de l'EUROMOT et de ses alliés stratégiques
« Organiser et développer les territoires transfrontaliers »	
Développer des modèles de gouvernance...	→ Etudier et développer des modèles de gouvernance adaptés à différents cas
Développer l'assistance technique à la structuration de la coopération.... territoires	→ Expertise sur les outils juridiques, assistance technique
Soutenir la mise en œuvre des projets transfrontaliers	→ Assistance opérationnelle : conseil sur le montage et le suivi des projets
« Prise en compte des spécificités des territoires transfrontaliers »	
Coordonner les politiques nationales ; à défaut : assurer le financement des surcoûts ...	→ Expertise et conseil pour les commissions intergouvernementales et leurs structures
Assurer la prise en compte des besoins spécifiques transfrontaliers dans les politiques régionales, nationales et européennes.	→ Expertise et lobbying sur le transfrontalier auprès des gouvernements
Ouverture des dispositifs pour les pays tiers	→ Expertise et conseil auprès des instances européennes
« Capitalisation »	
Soutenir les échanges...	→ Organiser les échanges sur les bonnes pratiques
Mémoriser l'expérience...	→ Mémoriser l'acquis transfrontalier, le diffuser, soutenir la communication et mettre en place des dispositifs de recherche et de formation initiale et continue en partenariat avec d'autres structures ; réseau d'Euro-instituts

On constatera que le premier domaine relève d'un appui servant **un territoire transfrontalier bien identifié**, tandis que les deux autres domaines ont un caractère **d'intérêt général**.

Conséquences pour l'action politique

Il y a, comme le relève le travail des ateliers, une grande demande d'appui dans les domaines d'intérêt général : « **Prise en compte des spécificités des territoires transfrontaliers** » et « **Capitalisation** », ainsi qu'une demande d'appui technique et opérationnel individuel.

Les ateliers ont montré le besoin de « gouvernance multi-niveaux » des territoires transfrontaliers, la nécessité d'une **fluidité entre les échelles territoriales (local/régional/national/européen)** et d'un dépassement du **cloisonnement des acteurs** à chaque niveau.

Mais il semble que **le dispositif en place** actuellement pour le soutien à la coopération transfrontalière présente une **lacune**. Des programmes opérationnels de coopération sont certes en cours de mise en place sur l'ensemble des frontières, y compris extérieures, et un programme, Interact, a vocation à assurer la mise en réseau de l'ingénierie de programme au niveau européen. Mais aucun outil européen ne répond à la demande d'appui aux projets ; ceux-ci sont laissés à la seule approche « bottom-up ».

Cela risque de mettre en péril ce qui donne vie à l'Europe au quotidien dans les territoires transfrontaliers : les projets.

Ce manque reste aussi un obstacle dans la perspective de développer une **politique globale de voisinage**.

Donc : **Comment compléter le dispositif global et comment répondre aux demandes des territoires transfrontaliers?**